

## UHF 周波数の通信転用に関する報告書、欧州委に提出

パスカル・ラミー前 WTO（世界貿易機関）事務局長は、9月1日、欧州における UHF 周波数（470-790MHz）の効果的利用に関する報告書を9月1日、欧州委員会に提出した。報告書は、欧州委の依頼を1月に受けて、ラミー氏がまとめた。報告書は、地上放送に利用されている UHF 周波数の一部を、モバイル・ブロードバンド通信の需要が高まる通信業界に割り当てる方法について、提言をまとめている。ラミー氏は、放送業界及び通信業界と協議の上でこの報告書を策定したが、両業界の代表は結局、妥協案に合流することを見合わせており、ラミー氏による単独の報告書の形で提出された。

報告書は、2018-2022年頃までに、UHF 周波数のうち 694-790MHz 帯域を、通信業界に移管することを提案。放送用の周波数はこれにより 30%減少することになるが、新たなデータ圧縮技術などの導入により、事業を継続できるようにする。放送業界がこうした投資を積極的に行えるような将来的見通しを確保する目的で、694MHz 以下の周波数帯域は、2030年まで放送専用とすることを保証する。また、2025年頃までに、状況の総括を行い、2030年以降の制度を決める作業に着手するとした。

報告書について、放送業界からは、移管時期が早過ぎるという不満の声も出されている。逆に、通信業界は、より早期の移管を求めている。

AFP 2014-09-01

### 【原文】

L'Europe tente d'optimiser l'allocation des ressources hertziennes entre télévision et haut débit

Origine : Belgique

01/09/2014 12h51 GMT - TÉLÉCOMS-TÉLÉVISION-INTERNET-UE-TECHNOLOGIES - Service économique - AFP

BRUXELLES, 1 septembre 2014 (AFP) - L'ancien directeur de l'OMC, Pascal Lamy, a présenté lundi des propositions pour répartir au mieux à l'échelle européenne des bandes de fréquences hertziennes convoitées à la fois par la télévision et le secteur du haut débit, un sujet crucial alors que l'Europe accuse du retard par rapport à d'autres pays.

M. Lamy, ancien commissaire européen et ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, s'était vu confier cette mission en janvier par la commissaire européenne chargée des Télécommunications et des nouvelles technologies, Neelie

Kroes.

En remettant son rapport lundi, il a résumé son travail comme "une sorte de mission de maintien de la paix entre deux communautés", celle de la radio-télévision hertzienne et celle du haut débit, qui ont besoin d'utiliser la bande ultra-haute fréquence (UHF), soit de 470 à 790 MHz.

L'enjeu consistait à libérer des fréquences pour internet et les services mobiles en général, de plus en plus gourmands en spectre radioélectrique – une ressource limitée –, tout en nuisant le moins possible à la diffusion de la radio et de la télévision.

"Nous considérons déjà l'internet rapide comme un acquis, mais cela exige de plus en plus de spectre et nous devons donc l'utiliser plus efficacement", a résumé Mme Kroes au cours d'un point de presse.

Preuve de la difficulté de la tâche, M. Lamy a présenté son rapport en son nom seul car des désaccords n'ont pu être résolus entre les représentants des deux secteurs au sein du groupe de travail qu'il présidait. "Ils n'ont pas adhéré à 100% au compromis", a-t-il reconnu.

Il propose une démarche en trois temps: d'ici 2020 – "plus ou moins deux ans" –, la bande 694-790 MHz, actuellement exploitée par les réseaux de radiodiffusion hertzienne, notamment la télévision numérique terrestre (TNT), devrait être affectée entièrement au haut débit sans fil dans toute l'Europe.

Cela ferait perdre aux radiodiffuseurs 30% du spectre dont ils disposent et les obligerait à investir dans des technologies de compression et de transmission plus efficaces.

Pour compenser, les fréquences qui resteraient à leur disposition, soit celles inférieures à 694 MHz, seraient préservées pour la radio et la télévision hertziennes jusqu'en 2030, ce qui assurerait à ce secteur la sécurité et la stabilité nécessaires pour mener ces investissements.

– L'Europe "en position de faiblesse" –

Un bilan devrait être établi d'ici 2025 pour faire le point sur l'évolution des technologies et du marché.

La publication du rapport de M. Lamy a immédiatement suscité des réactions contrastées. La BBC a "salué" le fait que l'abandon du haut du spectre par la radio et la télévision soit compensée par une "garantie" sur leur accès au reste de la bande jusqu'en 2030. Mais l'Union européenne de radio-télévision (UER) s'est montrée plus mitigée. Pour elle, l'horizon de 2020, voire 2018 pour libérer le haut du spectre est trop proche

et risque de ne pas laisser assez de temps pour "procéder à la modernisation des réseaux de TNT et de l'équipement grand public requise".

A l'inverse, le GSMA, qui représente les intérêts des opérateurs mobiles dans le monde, estime que l'échéance devrait être encore raccourcie "pour rattraper le retard sur l'Amérique du nord et l'Asie".

M. Lamy a rappelé qu'il fallait environ "trois ans entre le moment où on prend la décision et la transition effective", et estimé que "l'UE doit décider maintenant", rappelant que la Suède, l'Allemagne ou la France avaient déjà pris les devants.

Si l'Europe "ne donne pas à ses opérateurs le parcours nécessaire pour qu'ils investissent dans leurs infrastructures et s'ajustent aux transitions nécessaires, on mettra les opérateurs européens en position de faiblesse", a-t-il insisté. En janvier, il avait souligné que l'Europe était en retard car "les Américains, les Coréens, les Chinois bougent plus vite".

Le risque, en n'agissant pas au niveau des 28, est de déboucher sur un marché européen morcelé, coûteux pour les opérateurs obligés de s'adapter aux exigences de chaque pays.

Il reviendra à la prochaine Commission européenne, qui entrera en fonctions en novembre, de faire des propositions sur la base du rapport Lamy.

cel/jlb/cj